

Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les États-Unis (septembre 1830-janvier 1832). Un témoignage américain sur la révolution belge de 1830

Sophie Perelman

Citer ce document / Cite this document :

Perelman Sophie. Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les États-Unis (septembre 1830-janvier 1832). Un témoignage américain sur la révolution belge de 1830. In: Bulletin de la Commission royale d'histoire. Académie royale de Belgique. Tome 114, 1949. pp. 189-226;

doi : <https://doi.org/10.3406/bcrh.1949.1701>

https://www.persee.fr/doc/bcrh_0001-415x_1949_num_114_1_1701

Fichier pdf généré le 21/02/2020

Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les États-Unis.

(Septembre 1830-Janvier 1832).

Un témoignage américain sur la Révolution belge de 1830,

par SOPHIE PERELMAN.

Les documents que nous publions ci-après, conservés en partie aux Archives de notre Ministère des Affaires Étrangères, mais principalement aux Archives Nationales de Washington, nous permettent d'ajouter un nouveau chapitre à l'histoire de l'amitié traditionnelle belgo-américaine. Il s'agit notamment de l'attitude prise par le gouvernement des États-Unis lors de notre révolution.

Certes, en 1830, les États-Unis étaient loin de jouer le rôle considérable qu'ils assument aujourd'hui dans la politique européenne. Bien au contraire, outre la méfiance que la république américaine inspirait aux monarchies absolutistes de l'époque, la doctrine isolationniste dite de Monroe, alors en plein épanouissement, faisait presque un devoir aux Américains de se tenir à l'écart d'une Europe bouleversée et réactionnaire (1). Mais d'autre part, les États-Unis, subsistant principalement grâce à l'exportation de leurs produits, devaient nécessairement s'intéres-

(1) DEXTER PERKINS, *Hands off. A History of the Monroe Doctrine*. Boston, 1941.

ser à la situation politique des pays qui leur servaient de débouchés et dont les Pays-Bas n'étaient pas des moindres. Issu lui-même d'une révolution, le gouvernement américain ne pouvait rester indifférent à celle qui éclata en Belgique en 1830.

C'est la correspondance échangée entre le State Department et les représentants diplomatiques des États-Unis à La Haye (1) qui nous apprend que les États-Unis, bien que n'étant pas intervenus dans les traités établissant notre indépendance, ont non seulement marqué très tôt leur sympathie à la cause belge, mais ont pris aussi l'initiative de proposer à la Belgique un échange de représentants diplomatiques de même que la signature d'un traité de commerce.

Une controverse, au sujet des frontières du Nord-Est des États-Unis, opposait ceux-ci à la Grande-Bretagne. Cette controverse datant de la révolution américaine, et dont la cause principale était le manque de précision dans la description des régions frontières mentionnées, avait suscité de violentes passions au sein des populations intéressées, en particulier dans l'État du Maine (2).

Plusieurs conférences n'étant pas parvenues à régler ce problème, on décida finalement par le traité du 29 septembre 1827 de s'en remettre à l'arbitrage du roi Guillaume des Pays-Bas.

Chargé de défendre le point de vue américain, William Pitt Preble, dont nous publions ici les extraits de correspondance avec le State Department, arriva à La

(1) Nous avons également dépouillé la correspondance de cette époque des ambassadeurs des États-Unis, à Paris et à Londres, mais en vain.

(2) Au sujet de cette question des frontières voir : SAMUEL FLAGG BEMIS, *A diplomatic history of the United States*. Ch. XV, pp. 253-266. New York, 1936.

Haye en 1830 en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Cour d'Orange.

W. P. Preble naquit à York (district du Maine) le 27 novembre 1783 ; ses ancêtres, d'origine anglaise, étaient venus s'y installer dès 1636. Après avoir fait de brillantes études juridiques et conquis le titre de docteur en droit à l'Université de Harvard, il fut nommé district attorney fédéral du Maine en 1814. Preble fut un des promoteurs du mouvement pour la séparation du district du Maine de l'État de Massachusetts dont celui-ci dépendait. En 1820, lors de la constitution du Maine en État indépendant, il devint un des trois juges de la Cour Suprême de cet État et, en 1828, il fit partie de la commission chargée de constituer les dossiers en vue de la délimitation des frontières du Nord-Est. Le choix de Preble semblait donc parfaitement justifié tant par ses qualités de juriste que par ses sentiments patriotiques et son tempérament de lutteur (1).

Durant son séjour aux Pays-Bas, Preble sera naturellement à même de suivre les événements qui se déroulent en Belgique et il en fera des rapports réguliers au Secrétaire d'État, Martin Van Buren (2). Nous apprenons notamment par sa correspondance qu'il séjournait souvent à Bruxelles, les archives de la légation des États-Unis se trouvant même dans un immeuble qu'il y possédait et qui sera endommagé par suite des échauffourées révolutionnaires.

Le représentant américain assiste à la révolution belge en témoin sympathique et inquiet à la fois. La sympathie de ce démocrate ardent se porte tout naturellement vers la cause du peuple belge en révolte contre un régime

(1) ROBERT E. MOODY, in *Dictionary of American Biography*, XV, p. 184.

(2) Martin Van Buren (1782-1862), Secrétaire d'État de 1828 à 1831, devint le huitième président des États-Unis en 1836.

d'oppression, mais il craint, non sans raison, que les événements révolutionnaires n'influencent défavorablement la décision de l'arbitre royal.

Après avoir souligné dans une de ses lettres la gravité de la situation provoquée par la révolution belge, susceptible même d'entraîner une guerre générale, Preble décrit avec chaleur, et à l'intention spéciale du Président Jackson (1), les causes internes qui ont déterminé les Belges à se séparer du royaume des Pays-Bas. Elles sont pour lui, d'ordre politique d'abord : représentation injuste et insuffisante des Belges au sein des États-Généraux, discrimination dans la distribution des fonctions, et dans les nominations à l'armée. Mais ce qu'il invoque avant tout, c'est une cause d'ordre moral et national : les sentiments d'humiliation et de mortification éprouvés par les Belges dont la fierté nationale est soumise par les Hollandais à une épreuve constante.

L'état d'esprit de la Cour d'Orange lui inspire de vives inquiétudes. Un gentilhomme hollandais ne va-t-il pas jusqu'à lui déclarer : « Vous n'avez pas une idée comme on vous hait, votre gouvernement et votre peuple, vous êtes l'école du libéralisme et la source de tous les mouvements révolutionnaires en Europe. ». Si Preble trouve des termes élogieux pour parler du Prince d'Orange « qui est le seul personnage en Hollande capable d'apprécier l'immense importance de la Belgique », il n'a que paroles de dédain pour ces Hollandais dégénérés, incapables de sauvegarder l'unité de leur royaume et invoquant désespérément l'aide des Grandes Puissances.

La France s'étant déclarée en faveur de la Belgique, la Russie et l'Autriche étant, heureusement pour les

(1) ANDREW JACKSON (1767-1845), héros de la guerre du Tennessee, septième président des États-Unis, élu pour deux termes en 1828 et 1832.

Belges, absorbées par la répression des troubles révolutionnaires sur leur propre territoire, le roi de Hollande place tout son espoir dans le soutien actif de la Grande-Bretagne (1).

L'ambassadeur britannique (2) est devenu le premier personnage de la Cour et les lettres de Preble reflètent constamment son souci de voir le roi aliéner son indépendance au profit de l'une des parties. Selon lui, les courtisans de La Haye sont entièrement disposés à sacrifier les intérêts des États-Unis non seulement pour se concilier l'amitié britannique mais aussi pour punir les États-Unis parce que républicains. Cependant le diplomate américain se défend d'accuser le roi lui-même.

Étant passé par Anvers après le bombardement de cette ville par les Hollandais, Preble rend compte, le 11 novembre 1830, des graves dommages subis par la place et aussi des pertes éprouvées par des marchands américains. Ces derniers l'ont prié d'intervenir auprès des gouvernements belligérants afin de pouvoir retirer leurs marchandises des dépôts anversois. Malgré la situation fautive que peut créer pour Preble, accrédité à la Cour d'Orange, le fait d'entrer en contact avec « les Rebelles », il va trouver les représentants du Gouvernement Provisoire belge et obtient gain de cause. Il ne peut s'empêcher, à cette occasion, de répéter dans sa lettre les dures paroles des Belges flétrissant les méthodes de guerre hollandaises dont la barbarie n'épargne ni les enfants ni les malades.

Le 25 novembre 1830 le ministre américain annonce au Secretary of State, Martin Van Buren, que le roi de Hollande vient d'ordonner le blocus des ports belges.

(1) F. Van KALKEN, *Histoire du Royaume des Pays-Bas et de la Révolution belge en 1830*. Bruxelles, 1910. — F. DE LANNOY, *Histoire diplomatique de l'Indépendance belge*. Brux., 1930.

(2) Sir CHARLES BAGOT (1781-1843), ambassadeur depuis 1824.

Cependant, écrit-il, le récent changement survenu au Foreign-Office (1) enlève aux Hollandais tout espoir d'une intervention des Grandes Puissances contre la Belgique révoltée. Commentant l'attitude résolue de la France qui menace de se ranger aux côtés de la Belgique en cas de conflit, Preble considère que la séparation de la Belgique est déjà un fait accompli devant lequel il ne restera à la Hollande qu'à s'incliner. La Conférence de Londres a ordonné une trêve, sous la surveillance d'agents diplomatiques français et britanniques, enfin le Congrès National vient de proclamer l'indépendance de la Belgique.

Bien que prévoyant encore de nombreuses difficultés pour le nouvel État, Preble est optimiste et constate que rien ne semble plus manquer à la complète indépendance de la Belgique sauf un accord au sujet de la démarcation des frontières et une reconnaissance formelle. Et sans doute en vue de hâter cette dernière, et, suivant en cela la politique essentiellement réaliste de la diplomatie américaine, il suggère déjà au Président des États-Unis de se mettre en rapport avec le nouvel État. Bien plus, les relations commerciales avec Anvers constituant une part importante du commerce américain, Preble conseille également de ne pas tarder à proposer à la Belgique un traité de commerce lequel, étant donné les dispositions amicales du peuple belge à l'égard des États-Unis, ne manquera pas d'être très avantageux. Il s'étend ensuite longuement sur l'importance du port d'Anvers qui dessert l'Allemagne par les voies de la Meuse et de l'Escaut. Certes, le roi de Hollande s'opposera à la libre navigation sur le Rhin, mais les Belges l'ont assuré qu'ils pourront aisément surmonter cet obstacle en creusant certains canaux.

Il ne s'agit donc pas d'un simple élan sentimental du diplomate américain, enthousiasmé par la cause des

(1) LORD PALMERSTON en était devenu le titulaire.

révolutionnaires belges, mais d'un projet sérieux au sujet duquel il a pris soin de se documenter.

Le Gouvernement Provisoire est même au courant de ce double projet de reconnaissance et de traité commercial, car Sylvain Van de Weyer, président du Comité des Relations extérieures ou Comité diplomatique, se rendant en mission à la Conférence de Londres, en informe ses collègues par une lettre expédiée à la hâte de Calais, le 30 décembre 1830. Comme il s'agit avant tout d'un traité commercial, Van de Weyer suggère de se renseigner à ce sujet auprès de M. Osy (1) qui lui semble compétent en la matière.

Cependant nous ne trouvons guère mention des pourparlers avec les États-Unis, ni dans le rapport de Van de Weyer du 15 mars 1831 sur la situation des relations extérieures de la Belgique, ni dans celui du 18 mai 1831, fait par Lebeau, son successeur au Ministère des Affaires Étrangères (2).

D'ailleurs les suggestions de Preble étaient bien prématurées car, le 19 décembre 1830, il est obligé d'informer son gouvernement que le roi de Hollande n'a pas obéi aux injonctions de la Conférence de Londres qui avait ordonné une suspension d'armes ; le blocus de l'Escaut reste en vigueur et des navires battant pavillon américain ont été arrêtés à Flessingue.

Cette première tentative en vue d'établir des relations entre la Belgique et les États-Unis a donc échoué par

(1) J. J. R. BARON OSY, né à Rotterdam le 2 février 1792. Banquier anversois, membre du Congrès National et de la Chambre des Représentants, sénateur. Il s'était fait le champion des intérêts du port d'Anvers. Ch. POPLIMONT, *La Belgique Héraldique*, VIII, p. 190. Paris, 1866. — L. HYMANS, *Histoire Parlementaire de Belgique*. Brux., 1877-1880.

(2) E. HUYTENS, *Discussions du Congrès National de Belgique*, IV, pp. 298 et 304. Brux., 1844.

suite des difficultés militaires et politiques au milieu desquelles se débattait le jeune État.

Aussi bien la mission de Preble à La Haye touche à sa fin. Le 10 janvier 1831, le roi Guillaume prononce sa sentence arbitrale qui est une solution de compromis entre les revendications des parties (1). Preble, mécontent, juge la décision défavorable et rentre aux États-Unis afin d'en empêcher la ratification par le Sénat (2).

Après le départ de Preble, son poste fut assumé ad interim par le secrétaire de la légation, Auguste Davezac (3), gentilhomme d'origine française, brillant avocat, collaborateur et beau-frère du nouveau Secretary of State, Edward Livingston (4).

Le 15 octobre 1831, le Secrétaire d'État informe Davezac de sa nomination au poste de chargé d'affaires des États-Unis à La Haye et lui remet des instructions concernant sa mission. Il s'étend longuement sur la nécessité d'arriver

(1) *Le Journal de La Haye* du 11 janvier 1831, en publiant un bref communiqué au sujet de l'arbitrage, ne peut s'empêcher de faire un rapprochement mélancolique entre la réputation d'intégrité dont le roi Guillaume jouissait en Europe il y a un an à peine et les accusations dont il est l'objet à l'occasion du règlement des limites belgo-hollandaises.

(2) Ce long conflit des frontières auquel Preble se vouera inlassablement, ne sera réglé définitivement qu'en 1842 par le traité Webster-Ashburton. Le Maine verra son territoire diminué encore par rapport à l'arbitrage du roi Guillaume. Preble consacra le reste de sa vie à la construction d'importantes lignes de chemin de fer. Il mourut le 11 octobre 1857.

(3) DAVEZAC ou D'AVEZAC (Auguste-Geneviève-Valentin) né à Saint-Domingue en 1780, resta à La Haye jusqu'en 1833. Après une mission à Naples, il devint sénateur à New-York, retourna en Hollande en 1845 et y demeura jusqu'en 1850. Il mourut en 1851.

(4) EDWARD LIVINGSTON (1764-1836) membre du Congrès, sénateur et maire de la ville de New-York. Devint Secrétaire d'État en 1831 et fut chargé, en 1833, de remplir une importante mission diplomatique à Paris.

à une amélioration des relations commerciales avec la Hollande, régies par le traité de 1782, et qu'il voudrait modifier sur une base de réciprocité entre les deux pays. Il s'intéresse tout particulièrement aux tarifs de transit et désirerait obtenir toutes les informations concernant la navigation sur l'Escaut et le commerce avec Anvers. Il ajoute en même temps cette question fort significative : « Nous désirons savoir si un avis formel de son accession au trône a déjà été donné par le roi de la Belgique (sic) aux puissances étrangères et nous attendons une telle note pour lui envoyer un agent diplomatique afin de le féliciter et de découvrir quelles sont ses dispositions quant à la conclusion d'un traité de commerce avec notre pays. »

Il apparaît donc par ce document que le gouvernement des États-Unis considérait la situation de la Belgique comme stabilisée. Impatient de nouer avec le nouvel État des liens diplomatiques et commerciaux, il n'attendit pas le geste de courtoisie traditionnelle qui suscite l'échange des représentants diplomatiques entre gouvernements mais en prit lui-même l'initiative.

Obéissant aux instructions venues de Washington, Davezac s'empessa d'aviser le gouvernement belge des intentions des États-Unis, car le 18 novembre 1831 De Muelenaere, notre Ministre des Affaires Étrangères, s'excuse auprès de lui du retard apporté par la Belgique à entreprendre une démarche officielle auprès du Président des États-Unis. Ce retard, écrit-il, est causé par les graves obstacles auxquels s'est heurtée la Belgique, les Grandes Puissances n'ayant pas encore reconnu le roi Léopold. Cette difficulté écartée, le gouvernement belge sera heureux de reprendre des relations avec les États-Unis auxquels les Belges se sentent liés tant par des intérêts commerciaux que par un amour commun de la liberté.

Le 3 décembre 1831, Davezac fait comprendre que le

meilleur accueil sera réservé aux démarches belges et, afin de ne pas perdre un temps précieux, il se renseigne déjà sur les possibilités de conclure un traité de commerce. Le Ministre De Muelenaere répond à son tour, le 24 décembre, que s'il ne peut dès à présent préciser les bases de ce traité, il désire lui donner l'assurance que la Belgique souscrira à toute proposition de nature à favoriser les relations entre les deux pays (1).

Suite à cet échange de correspondance, les relations diplomatiques avec les États-Unis ne tardèrent plus à être nouées. Le baron Désiré Behr, premier représentant de la Belgique aux États-Unis, fut nommé en qualité de ministre résident le 9 février 1832 et présenta ses lettres de créance à Washington le 3 juin de la même année (2); tandis que Hugh Swinton Legaré, chargé d'affaires des États-Unis, fut désigné le 20 avril et entra en fonctions à Bruxelles le 26 septembre 1832 (3).

(1) Au sujet de ce traité de commerce voir E. DE BORCHGRAVE, *Les premières relations dipl. entre la Belgique et les États-Unis*. Dans le *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, 2, XXXVII, pp. 731-771.

Miss. K. H. CHASE, historienne américaine, présenta à l'Université libre de Bruxelles une thèse de doctorat encore inédite sur ce même sujet.

(2) DÉSIRÉ BEHR, né à Maestricht le 4 juin 1793, décédé le 11 nov. 1869. Il fut chargé de missions à Londres et à Berlin avant d'être nommé à Washington où il resta jusqu'en 1837. Envoyé plus tard à Constantinople et à Guatemala, il contribua avec beaucoup de dévouement à étendre nos relations commerciales (Arch. Min. Aff. Étr. Registre matricule du corps diplomatique).

(3) Les rapports que Legaré fit parvenir au State Department durant la première année de sa mission en Belgique ont été publiés par les soins du regretté Henri Laurent sous le titre : *Les débuts de la mission de Hugh Swinton Legaré, Chargé d'affaires des États-Unis à Bruxelles*, *Bulletin Commission Royale Histoire*, CII, 1937, pp. 33-75. Voir aussi du même auteur : *Les débuts des relations diplomatiques entre la Belgique indépendante et les États-Unis*. *Revue d'Histoire Moderne*, 1940, pp. 52-73.

Ainsi, appliquant le principe de la reconnaissance de fait, principe auquel le gouvernement des États-Unis est resté fidèle jusqu'à nos jours, et en vertu duquel, ainsi que s'exprime Edward Livingston : « Il est d'usage de reconnaître l'existence des gouvernements établis des nations étrangères sans discuter la légitimité de leur souveraineté, » les États-Unis nous ont apporté tout de suite leur soutien (1). Ils ont été les premiers, avec la France et la Grande-Bretagne, à nous envoyer un représentant diplomatique. Tandis que de longs mois vont s'écouler encore avant que la Prusse et l'Autriche ne consentent à accréditer des représentants à Bruxelles et que la Russie s'abstiendra de le faire jusqu'en 1853, la grande république américaine nous manifesta dès le début de notre indépendance une sympathie qui ne s'est pas démentie jusqu'à nos jours (2).

* * *

Il me reste encore l'agréable devoir de remercier mon Maître, M. le professeur Michel Huisman, qui a bien voulu me signaler la lettre de S. Van de Weyer, et dont les conseils éclairés m'ont guidée dans la rédaction de cet article. Je le prie de bien vouloir trouver ici l'expression de ma vive reconnaissance.

(1) Le gouvernement des États-Unis fut aussi le premier à reconnaître l'État Indépendant du Congo. Voir R. STANLEY-THOMSON, *Fondation de l'État Indépendant du Congo*, pp. 147-162. Brux., 1933.

(2) A. DE RIDDER, *La Belgique et les Puissances européennes*, (*Histoire de la Belgique Contemporaine*, I. Brux. 1928) et du même auteur : *Les débuts de la légation d'Autriche à Bruxelles*, dans le *Bulletin Commission Royale Histoire*, 1928.

1.

2 novembre 1829.

Washington. D. C.

Instructions générales de Martin Van Buren, Secrétaire d'Etat, à William Pitt Preble, ministre plénipotentiaire, aux Pays-Bas.

Le règlement du litige des frontières du Nord-Est qui oppose la Grande-Bretagne aux États-Unis constitue la tâche essentielle de la mission de Preble. Par le traité du 29 septembre 1827, le roi Guillaume des Pays-Bas a été désigné en qualité d'arbitre de cette controverse. Le Secrétaire d'État fait l'éloge du roi de Hollande et demande à Preble de déployer au cours de sa mission toutes les ressources de son talent juridique, de son patriotisme et de sa connaissance particulière du problème.

N. A. D. S. * Instructions to United States Ministers.
Vol. 13, p. 67.

2.

11 septembre 1830.

La Haye.

W.P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à Martin Van Buren, Secrétaire d'État.

* N. A. D. S. = National Archives Washington Department of State.

A. M. A. E. = Archives du Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Les pièces sont reproduites textuellement. Bien qu'on y rencontre des tournures de phrase et des termes qui paraissent aujourd'hui incorrects, il n'a pas paru nécessaire de les signaler par un « sic ».

Sir,

I have the honor herewith to transmit to you the newspapers of this country to the 10th incl. They will disclose to you the events with which this kingdom is afflicted, the divisions and sectional antipathies that prevail between the two great portions of the nation. The States General assemble on monday. What the issue is to be no one professes to divine. The Belgian deputies will in general attend. The project now urged is that of placing the two grand divisions under different administrations united only under the same dynasty. But referring to these papers for details I will only add that there is great reason to apprehend a general war will ultimately grow out of this insurrection. With the greatest respect I have the honor to be, Sir, your very obedient and humble servant.

W. P. PREBLE,

N. A. D. S. Diplomatic Dispatches, Netherlands.
vol. 9. n° 16.

3.

14 septembre 1830.

La Haye.

*W.P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à
Martin Van Buren, Secrétaire d'État.*

Confidential.

Sir,

I had seen much in the temper, feelings and policy of most of the persons, who surround this Court, and constitute by far the larger portion of it, to lead me to feel a deep solicitude as to the result of our business submitted to the arbitration of the King. If the feelings

and inclinations of the courtiers generally, if the position and political condition of the kingdom were to have any influence, that influence would be against us. I need not say to you, that the institutions of the U. S. are not regarded with favor by those, whose consequence, and personal and family expectations, are wholly dependent upon the existing artificial systems of Europe. Our forms of government, and social condition, are the theme of perpetual eulogium from the liberals. They are the living example and model, to which the opposition are forever appealing. Hence, to use the language of a very intelligent Dutchman of the old school gentry « you have no conception how they hate your government and people » — they regard you as the school of liberalism, and the source of all the revolutionary movements in Europe ; for in your happy condition you are continually preaching in silence, but with powerful effect, doctrines and principles the most odious and alarming to them.

The political relation, in which this government stands to that of England especially, and to the allied powers, in regard to its origin and extent, is well known. The events in France, and those still more recent in Belgium, are apparently throwing this Court openly into the arms of Great Britain. The british ambassador is privy to, and participates in all their counsels — is in truth here the most important personage — All eyes are turned to Great Britain, as their hope and safety. So say many of the courtiers ; — so say degenerate descendents of the once spirited and independent inhabitants of the low countries.

Under the pressure of this state of things, and of this development of political relations and dependances, my anxiety was wrought up to the highest pitch. I solicited and obtained a formal interview with the minister of foreign affairs. At this interview he adverted to the revo-

lution in France, and to the recent disturbances in Belgium-I availed myself of this turn of the conversation to say him that these movements and the consequent changes in the political relations of Europe could not fail to produce much uneasiness with my government, removed as it was, to so great a distance from the scene of action, and unable therefore fully to understand the state of affairs from day to day ; and especially considering our present relations with this country, he would see the president would be expecting to hear from me. It was on that account I had asked for a special interview.

Preble fait un compte-rendu détaillé de l'entretien avec le baron Verstolk, ministre des Affaires étrangères de Hollande, qui l'assure que l'arbitrage se fera dans les conditions d'impartialité requises et à la date prévue par l'accord, bien que le roi Guillaume soit fort occupé. Preble insiste sur la gloire personnelle que le roi retirera d'un jugement équitable et mûrement réfléchi. Après cette entrevue, l'ambassadeur britannique, Sir Charles Bagot, vint lui rendre visite et lui déclara qu'il comprenait son attitude dans cette question et qu'il avait bien agi en parlant franchement au ministre.

But while, as already observed, I have seen and learned much in regard to most of the courtiers, who surround this court, to lead me to view them, as the fawning, devoted sycophants of British influence and power, and as fully disposed to offer up the rights and interests of the United States, not only to preserve and conciliate british friendship, but, for what would be almost equally agreeable, to mortify and punish the republican United States, I have seen nothing to lead me to question the personal integrity of the King. Justice requires also that I should add, that there are among the officers of the

King, gentlemen of intelligence and integrity, and that a large majority of the people, especially the middle class of the community, are friendly to our country.

These would feel it a deep humiliation, if their King could descend from the elevated character of an impartial Arbiter of Nations and yielding himself to political and personal considerations, sacrifice his own integrity and the rights of the U. S. The selection of their King as Arbiter was deemed a high honor — is justly regarded by King and people as one of the most honorable and distinguishing events of his reign. Will the King by a wicked and perverse decision, dictated by the most unworthy motives, operating under circumstances, which leave no room for mistake, make that his eternal disgrace, which he had counted his glory? — I am not yet prepared to believe it. Nevertheless there are men, and very intelligent men, who think otherwise. Their opinions check my confidence, alarm my anxiety ; but my faith in the King's integrity repels their insinuations.

With the greatest respect I have the honor to be Sir,
your most obedient and humble servant.

Wm. P. PREBLE,

N. A. D. S. Dipl. Desp. Netherlands.

Vol. 9. n^o 17.

4.

12 octobre 1830.

La Haye.

W. P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à Martin Van Buren, Secrétaire d'État.

W. P. Preble fait l'éloge de la liberté de la presse française et britannique qu'il considère comme une source importante d'information pour le State Department...

It however has occurred to me, that it might not be uninteresting to the President to know some of the principal internal causes, which have lost to the King of Netherlands, the largest and best portion of his kingdom.

In January 1829 the whole population of this Kingdom, exclusive of the Colonies, was 6.235.269 souls of these 3.905.235 belonged to the Southern and 2.330.034 to the Northern provinces. This entire population is represented in the States General by 110 members of which 55 are elected by the six Northern and 55 by the six Southern provinces, being placed in that respect upon an equality, whereas according to population, the Northern provinces should have only 40 members and the Southern 70. But this is the only equality that is to be found, for in all the employments of honor and profit there are four Dutchmen to one Belgian—Nay among the one hundred and three generals in the army, there were 93 Dutch and only 10 Belgians. The Southern provinces were treated not so much, as a constituent portion of the realm, but as a dependency affording offices and employments for the courtiers and nobility and their thousand connections of the Northern provinces. Not only so, but the very name of Belgian was used almost in the way of reproach among the Dutch, and belgian pride and self-love found itself perpetually subjected to mortification and humiliation. It is to this state of things and to facts growing out of this state of things that the determination to separate themselves from the Kingdom of Netherlands is mainly to be attributed.

With the most respectful consideration I have the honor to be, Sir, your very obedient and humble servant,

Wm. P. PREBLE

N. A. D. S. Dipl. Despatches, Netherlands.
vol. 9. n° 21.

5.

20 octobre 1830.

La Haye.

*W. P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à
Martin Van Buren, Secrétaire d'État.*

Sir,

I have the honor to transmit to you inclosed the speech of the King delivered on monday last at the opening of the States General. Not a single member from Belgium was present or is expected to attend. The events at Antwerp « wholly unexpected » to which the King alludes, refer to the recent proclamation of the prince of Orange declaring the total separation and the complete national independence of Belgium and proposing to put himself at the head of the revolution. The prince of Orange appeared to be almost the only important personage in Holland who duly appreciated the immense importance of Belgium. He made every possible effort to prevent the violent measures, which have been resorted to, and, when he found his opinions overruled and himself standing alone in the council, he shut himself up in his palace and manifested feelings of deepest anxiety and distress. At the united request of all the members from Belgium, present at the late session extraordinary of the States General, the King sent him to Antwerp for the purposes mentioned in the speech. He has found out what everybody but the Dutch had known for some time, that Belgium was lost to Holland. As a last and desperate effort to save if possible to himself what was lost to his father he resorted without authority to measures of which the King complains. Extreme as are the measures to which the Prince has thought proper to resort and inconsistent as they would seem to be with all our notions of filial

submission and duty it remains to be seen whether at this late period they can avail him. The Dutch cannot repress their feelings of deep dissatisfaction and aversion. It is doubtful whether at this moment he could return to the Hague with safety.

In regard to our business, I have not at present anything further to communicate. It seems for the moment to be forgotten in the rapid succession of events so vitally interesting to this kingdom. I have had and continue to have my misgivings. The King's position is embarrassed. He does not stand indifferent to the parties interested. You will notice in his speech the earnestness with which he appeals to his allies, his feelings of dependence, nevertheless it is due to him to add that in his character as Arbiter, I have as yet seen no evidence of his want of independence or integrity. As to political events generally which continue to transpire here and elsewhere in Europe I have only to repeat what I have already said to you that I abstain from all attempts at giving you a detail of them because in the present state of public press in France and England and from the obstacles thrown in the way to all communications in this kingdom, you will receive through that medium *earlier* and more complete details than it would be possible for me to give you. I am now on the point of leaving this place for Brussels by way of Antwerp for the purpose among other objects of getting rid of my house there and removing the archives of this Legation and my property to this place.

My house suffered much in the attempt to take the town and the property in it was treated by the soldiers with very little ceremony.

With the most respectful consideration I have the honor to be Sir, your most obedient servant.

Wm P. PREBLE.

N. A. D. S. Dipl. Despatches. Netherlands.
vol. 9. n^o 22.

6.

16 novembre 1830.

La Haye.

*W. P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à
Martin Van Buren, Secrétaire d'État.*

Confidential.

Sir,

My last despatch was forwarded to you from Antwerp. I passed through that place for Bruxelles the day before the contest there commenced. After the cannonade upon the city was suspended, Mr Patterson our Consul called upon me at Bruxelles. He informed me that the merchandise, already destroyed at Antwerp, was estimated by the merchants at 50.000.000 florins — that a portion of it was American property and that much more was still at hazard — that the consuls resident at Antwerp, had on consultation, at the suggestion of some of the merchants, agreed to make a simultaneous application to the King's government here, and to the Provisional Government at Bruxelles, in order to obtain permission to withdraw in security the merchandise, the property of foreign merchants, still in store — that with these views they had sent to the Hague one of their number to obtain the interference of the British Ambassador and that of the ministers of other powers interested — that, as it was known I was at Bruxelles, he had come there for the purpose of requesting me to make the necessary application to the Provisional Government. Notwithstanding the embarrassed position, in which such an application to the « Rebels », as they are here called, might under existing circumstances place me with the King's Government, I deter-

mined to do what appeared to me proper and right in itself, and to contribute, as far as in my power, to the saving if possible of the property of our merchants at hazard. I accordingly waited upon the Provisional Government, and after considerable discussion, in which they urged that the withdrawal of the property of foreign merchants would remove the only check upon the King's government and officers to the further prosecution of the ferocious mode of warfare, waged indiscriminately against the peaceful and unoffending, the sick and the dying, the aged and the infirm, women and helpless infancy:—and I replied that the principle of non-intervention was the one invariably adhered to by my government — that we are neutrals in the present conflict — that as such I requested that the property of our merchants, introduced under the faith of treaties, should not be taken or retained against the owner's will, in order that one conflicting party might shield himself behind it against the hostile operations of the other — that as the Consul had informed them, a simultaneous application was to be made to the King of the Netherlands — that if he yielded his consent, while they refused theirs, they would at once perceive the position, in which they would place themselves, in case of farther losses, in regard to foreign friendly powers — whereas if the Provisional Government should acquiesce, and the King's Government refuse, the responsibility would rest with the King, and not themselves — after I say urging these and other considerations, I took my leave of the gentlemen composing the Provisional Government, having from their remarks at the moment every reason to believe, that so far as depended on them, no obstacle would be interposed, but on the contrary every facility would be granted. The result has not disappointed my expectations.

On my return to The Hague I called on the British

Ambassador for the purpose of learning the result of his application to the government here. He informed me that no such application had been made, nor had he been requested to make any such. He then produced the letter, he had received from his Consul at Antwerp, from which it appeared that, instead of soliciting the Ambassador to obtain on behalf of the merchants an opportunity to withdraw their merchandise, he had requested Sir C. Bagot to use influence to induce the King to withdraw his troops and surrender the citadel. After expressing much dissatisfaction with his Consul at Antwerp he observed, fortunately his wrong-headedness had not defeated the wishes of the merchants, nor the measure proposed by them, for in consequence of the prolongation of the truce which had been agreed upon, and the measures adopted by the Provisional Government through my representations, the merchants, he could assure me, as a fact, were actively engaged in withdrawing without molestation their merchandise from the city. I afterwards called on the Minister of Foreign Affairs, and communicated to him frankly the fact, the occasion, and the result of my interview with the Provisional Government. — He too informed me, that no such application, as I had supposed, had been made to the King's Government by the British Ambassador, or from any other quarter whatever. In connection with this subject I would add that it is now understood, the loss of merchandise at Antwerp was greatly exaggerated, that on careful inquiry it is said not to exceed 8.000.000 florins, and that the portion belonging to American merchants was comparatively small.

I have been thus particular in stating these facts to you, because I have felt the business to be one of some delicacy, and have thought myself bound to lay the whole subject before the President.

With the greatest respect I have the honor to be Sir,
your most obedient and humble servant

Wm. P. PREBLE.

N. A. D. S. Dipl. Desp. Netherlands,
Vol. 9 n° 23.

7.

25 novembre 1830.

La Haye.

*W. P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à
Martin Van Buren, Secrétaire d'État.*

Sir,

I have the honor to enclose the copy of a letter received from the Minister of Foreign Affairs together with a printed copy of an order of the King declaring the ports of Belgium in a state of blockade, without inquiring whether this is a blockade, or rather an inhibition to trade with certain places, over which the King continues to assert and to make some feeble efforts to maintain a right of jurisdiction, it is a fact that so far, as Antwerp is concerned, there is an actual investment by sea by means of the armed ships in the river and at Flushing, aided by the citadel in the city itself. This state of things however it is believed, will be of very short continuance. The separation of Belgium from Holland is achieved as a matter of fact. Holland can do nothing to recover it. Yet prior to the late change in the British Ministry, the King and his courtiers had not abandoned the hope. He was pressing his allies to the fulfilment toward him of their treaty stipulation by which, as he contends, they have guarrantied to him the integrity of his dominions, not only against external attacks, but internal revolt and

revolution. An armed intervention was therefore not only desired but demanded and expected, through which and the general war, which would follow, he hoped to recover Belgium, and be in a condition to punish the rebels.

At this moment he cannot but be sensible, his prospects are becoming desperate. France has informally, if not formally, notified the allied powers, that she regards the separation of Belgium as a fact, no longer to be questioned, and that the moment the allies interfere against the Belgians, she makes common cause with them, accordingly under the mediation of the allies and of France a truce has been provisionally agreed upon, and the line between Holland and Belgium is to be run by a commission of Dutch and Belgian officers under the eye of a French and a British diplomatic agent. In the meantime the Congress at Brussels is engaged in establishing a constitution of the new State. But it may be necessary to observe, that all this, is said to be only provisional, and it is manifest that the King, his courtiers and his allies are looking forward to the chapter of accidents. Even this expectation, cherished with something like infatuation, is yielding to the probable change of policy in the british cabinet.

I had written thus far, when my pen was arrested by learning that obstacles had unexpectedly been interposed by this government to the proposed armistice, they insisting that it should not be construed to affect the blockade. I resume it, to add that those obstacles have been surmounted and that the armistice is concluded extending to all acts of hostility by sea as well as by land, including of course the raising of the blockade. Nothing would therefore seem to be wanting to the complete national independence of Belgium but the settlement of the line of demarcation, and a formal recognition.

The Belgians as a people profess to be exceedingly well disposed toward the United States. It is well known to the President, that our commerce at Antwerp has been an important branch of our trade. It is respectfully suggested, whether our commercial interests would not be promoted by his availing himself of the earliest proper moment to form with the nascent State a commercial convention. Antwerp has been one of the great depots, from which Germany and the interior have been supplied with sugar, coffee, tea, rice, cotton, tobacco, and other merchandise by means of the Meuse and the Rhine. The arrangement in regard to the free navigation of the Rhine was not signed at the time the disturbances in Belgium commenced.

These have occasioned a postponement of the whole business, and now the King tells his allies that the free navigation of that river was a stipulation growing out of the treaties, which assigned and guaranteed to him Belgium, and as the moving cause has lost its effect, and the stipulation of guaranty is inoperative, the stipulation in regard to the Rhine fails as a consequence. It may be therefore that the commerce of Antwerp will be less important for some years to come, than it has been for years past. The Belgians are aware of the impediments that may be studiously thrown in the way of their commerce with the interior, but they assure me they can without difficulty surmount them by means of certain new canals of easy construction.

In regard to the subject of our boundary I can add nothing to what I have communicated to you, excepting that about a fortnight since, the Minister of Foreign Affairs informed me directly from the King, that the King still thought he should be able to decide the questions submitted to him by the time, contemplated by the parties in the convention.

With very great respect I have the honor to be, Sir,
your most obedient servant.

Wm. P. PREBLE.

N. A. D. S. Diplomatic Despatches,
Netherlands. Vol. 9. n° 25.

8.

19 décembre 1830.

La Haye.

*W. P. Preble, ministre plénipotentiaire à La Haye, à
Martin Van Buren, Secrétaire d'État.*

Sir,

Immediately after transmitting my last despatch I received a letter from the master of one of our vessels at Flushing stating the fact of his being prevented from proceeding on his voyage to Antwerp with his vessel, and requesting some explanations on the subject. This led me to address a note to the Minister of Foreign Affairs a copy of which together with one of his notes to me in reply I now transmit inclosed. I see no prospect at present of an immediate change of policy on the part of this government excepting what may grow out of a renewal of hostilities.

My next despatch will, I have reason to believe, be accompanied by the decision of the King in the matter of our boundary. I have been officially informed within a few days that it might be expected in the course of the month.

With sentiments of the most respectful consideration I have the honor to be Sir, your very obedient servant.

Wm. P. PREBLE.

N. A. D. S. Dipl. Despatches.
Netherlands. vol. 9. n° 28.

8 bis.

30 décembre 1830.

Calais.

Sylvain Van de Weyer, membre du Gouvernement Provisoire, faisant route vers la Conférence de Londres, au Comte de Celles, Vice-Président du Comité diplomatique.

Hotel Rignolle.

Calais, le 30 décembre 1830.

Monsieur le Comte,

Je m'empresse de vous griffonner quelques mots, pendant le peu d'instant que nous resterons à Calais. J'ai oublié, avant mon départ, de vous demander si vous ne jugeriez pas à propos d'écrire à M. le Mal. G. (1) et de le sonder sur les dispositions qu'on peut avoir au P. R. (2) en faveur du P. d. C. (3). Une réponse positive à cet égard me servirait de boussole à Londres. — Les négociants d'Anvers ont écrit, il y a deux jours, au Comité Central, pour lui rappeler que les négociations relatives au règlement sur la navigation du Rhin ne sont pas encore terminées. Peut-être serait-il nécessaire que les intérêts de la Belgique fussent représentés à Mayence. Un négociant intelligent et probe serait l'homme qui nous conviendrait.

L'Amérique offre de nous reconnaître, et de jeter tout de suite les bases d'un traité de commerce. M. Osy serait peut-être l'homme auquel nous pourrions demander des renseignements. Nous pourrions correspondre par l'entremise de l'Ambassadeur à Paris ou à Londres.

Pourrais-je vous prier de rappeler à mes Collègues du

(1) Le Maréchal Gérard. (2) Palais Royal. (3) Prince de Cobourg.

gouvernement la question de l'emprunt. Faut-il, oui ou non, que je fasse des ouvertures ?

Pardonnez, M. le Comte, au décousu de ce bout de lettre, écrit à la hâte, et agréez, je vous prie, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Van de WEYER.

A. M. A. É. Corresp. politique.
Conférence de Londres.
I. 1830-1831. N° 46.

9.

15 octobre 1831.

Washington D. C.

*L'Honorable Edward Livingston, Secrétaire d'État, à
Auguste Davezac, Chargé d'Affaires à La Haye.*

Department of State.
Washington, 15 October 1831.

Auguste Davezac Esq.

Chargé d'Affaires of the United States to the Netherlands.

Sir :

You will herewith receive a commission appointing you Chargé d'Affaires of the United States to the King of the Netherlands, with the customary letter of credence. I am happy to have it in my power to transmit to you this new proof of the President's confidence, and am persuaded, as well as he is, that it will stimulate you to a continued exertion of the talent and assiduity you have already shown while in the temporary exercise of the duties with which you have hitherto been charged etc., etc...

When you present your letter of credence to the Minister for Foreign Affairs, you will ask an introduction, in your new capacity to the King, and take that occasion to give to him a renewed assurance, on the part of the Government, of its desire to cultivate and increase the harmony that so happily subsists between the two Nations and to strengthen it by new stipulations, founded on mutual interest in the prosecution of a liberal and equal commerce. You will amplify this last idea in such general terms as may best express our wish to modify the existing treaty, without making any direct proposition to that effect, but at the same time sufficiently explicit to enable them to understand that your expressions are not those of mere form. Should this lead to a conversation in which our views should be inquired into, you may be more explicit, and frankly state that it is the wish and the policy of our Government to put the navigation and trade of the two nations upon a perfect equality, and that we will listen to proposals for the modification of our treaty of 1782, so as to effect that object, whether they choose to carry on the negotiation at Washington or at the Hague — though we wish that it might be negotiated here.

You may state, too, informally and confidentially, that the reason why we do not make a direct proposition, is, that it was formerly offered and rejected, and that, therefore, the first overture ought to be made by them, but that you may assure them that if made it will be cordially received, and promptly acted upon.

The archives of the Legation will furnish you with the ground of this proposal, made by Mr Eustis, and its rejection. Should you find a disposition to listen to this subject you may proceed to show the advantages that would result to both countries from a reciprocal freedom from discriminating duties, on which the indus-

try and economy of the Dutch navigators would enter into so advantageous a competition with the shipping of those nations which is burthened in our ports with heavy discriminating duties — Dutch ships, in that case, bringing their commodities — on the same terms with our own, and exchanging them in our ports, for the bulky articles of our commerce, would distribute them in Europe to a great advantage over the ships of nations not having made such arrangements with us. Should you succeed by these and other arguments that will suggest themselves to you, in producing a favorable impression, you may enter into further particulars, and say that you have reason to think that the stipulations of the third, fourth and fifth articles of the treaty with Central America, might be made the basis of articles to be substituted for the second and the third articles of the treaty with the Netherlands. These instructions are given from a belief that the former propositions were rejected under an influence that does not now exist, and that the actual position of the King of the Netherlands will incline him to draw more closely the commercial connexions of the two countries. You will be particular in communicating what passes on this subject with the Minister — and it will be advisable to keep any conversation you may have relating to it as much from the notice of Ministers of other Powers as possible. If you should find an inclination to effect the object, but an aversion to make it the subject of treaty stipulation, (which we should prefer), you may point out the simple mode of doing it by an act on their part, declaring that our ships shall be received in the ports of Holland on the same terms with their own, when the President, by virtue of the powers given to him by the acts of the 7th January, 1824, 24th May, 1828 and 31th May 1830, will immediately declare the advantage to be reciprocal for Dutch

vessels in our ports. Be very particular in detailing all the conversations you may have on this subject.

We are not well informed on the subject of the amount of the transit duties on commodities entering Dutch ports destined for other countries. Send on a tariff of them, and all the information in your power to collect on the subject — particularly the arrangements making or made, as to the navigation of the Scheldt and the commerce of Antwerp.

The subject of the award is to be avoided as much as possible in your communications with the Government of Holland. Every thing obliging as to the intentions of the King in making it, it may be said. Without thinking ourselves bound by it, it may yet be the policy of our Government to accept it and we probably shall ; but that is a matter to be considered of by the Senate, and perhaps by Congress.

We wish to know whether a formal notice has been given, by the King of Belgium, of his accession, to foreign Powers, and we wait for some notice of this kind to send a diplomatic agent to compliment him, and discover what are his dispositions as to the formation of commercial treaties with us.

A future communication will give you instructions on the subject of declaring the Slave Trade, piracy, provided, in answer to my despatch n° 2, you announce the willingness of the King to enter into a stipulation for that purpose.

You will collect all the facts and estimates relative to the losses sustained by American citizens in the bombardment of Antwerp without further pressing the claim at this moment, taking care, however that nothing be said or done, that may be construed into an abandonment of it. Send to this Department a schedule of the cases you have collected, with a particular estimate of

the amounts lost, taking every caution to detect fraud and to reduce exaggerated estimates to their just value.

Quelques indications concernant la chancellerie de la légation.

I remain, Sir, very respectfully, your obedient servant,
Edw. LIVINGSTON.

N. A. D. S. Instructions to U. S. Ministers
Vol. 13 p. 243 à 247.

10.

18 novembre 1831.

Bruxelles.

De Muelenaere, ministre des Affaires Étrangères de Belgique, à Auguste Davezac, Chargé d'Affaires des États-Unis à La Haye.

Monsieur le Ministre,

La révolution belge en rompant les liens par lesquels on avait essayé d'unir deux Nations dont l'antipathie a été démontrée d'une manière flagrante par les derniers événements a nécessairement causé une interruption momentanée dans les relations politiques de la Belgique avec les autres États.

Dès l'origine de notre régénération politique, le Gouvernement belge avait senti le besoin et éprouvé un vif désir de renouer promptement des relations avec les États-Unis d'Amérique. Les nombreux rapports de commerce établis entre les pays et la sympathie bien naturelle qui rapproche des peuples, chez qui le principe de la liberté a triomphé des obstacles qu'on lui suscitait, faisaient supposer dès lors que le Gouvernement des États-Unis se montrerait disposé à reconnaître notre indépendance.

Plusieurs causes survenues depuis ont forcé le Gouver-

nement belge d'ajourner toute démarche officielle auprès de M. le Président de la République. Aujourd'hui que les grands obstacles qui s'opposaient à ce que la Belgique fût définitivement constituée ont disparu et que la reconnaissance de S. M. Léopold I par les cinq grandes puissances est prochaine, le gouvernement belge ne tardera pas d'accréditer un agent auprès de M. le Président et d'entamer des relations officielles avec une nation dont la Belgique voudra toujours cultiver l'amitié.

Comme il se pourrait néanmoins qu'il s'écoulât encore quelque tems avant le départ d'un agent diplomatique belge, j'ai cru devoir prendre la liberté, Monsieur le Ministre, de m'adresser à vous afin de vous prier de vouloir bien faire connaître à votre Gouvernement et les intentions de S.M. le Roi des Belges et les dispositions que la Belgique entretient à l'égard des États-Unis.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Étrangères
(signé) DE MUELENAERE.

A. M. A. E. Correspondance politique.
Missions Étrangères I. 1831-40. États-Unis n° 1.

11.

3 décembre 1831.

La Haye.

Auguste Davezac, Chargé d'Affaires des États-Unis à La Haye à M. De Muelenaere, ministre des Affaires Étrangères de Belgique.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir, par la légation de France, la lettre

que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Je suis flatté, Monsieur, que vous ayez bien voulu me rendre l'intermédiaire de communications, qui, je ne crains pas de vous en donner l'assurance, seront accueillies par le gouvernement fédéral avec le même esprit qui a dicté votre démarche.

Il existe, entre la Belgique et les États-Unis, en outre des sympathies auxquelles vous faites allusion, tant de rapports de commerce dont l'interruption a été préjudiciable aux deux pays, que je ne doute pas que le Président ne soit disposé, non seulement à les renouveler (sic) sur leur ancien pied, mais aussi à négocier avec le gouvernement de S. M. un traité de commerce basé sur le principe le plus large d'une parfaite réciprocité, dans le but de rendre, à l'avenir, les relations entre les deux Peuples, et plus faciles et plus multipliées.

Je m'empresserai de faire parvenir votre lettre au Président des États-Unis, et puisque vous avez eu la bonté de vous adresser à moi pour cette première démarche, vous me permettrez, j'espère, de vous engager, afin d'éviter d'ajouter de nouveaux délais à ceux qui naissent nécessairement des distances, à me faire connaître, avec la même franchise dont je vous donne l'exemple, votre pensée relativement à un traité de commerce entre les deux Nations. La Légation de France, à cette Résidence, offre un moyen de correspondance, aussi sûr qu'expéditif, dont nous pouvons continuer à nous servir.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires des États-Unis
Auguste DAVEZAC.

A. M. A. E. Correspondance politique. Missions
Étrangères I. 1831-1840. États-Unis. N° 2.

12.

24 décembre 1831.

Bruxelles.

De Muelenaere, ministre des Affaires Étrangères à Auguste Davezac, Chargé d'Affaires des Etats-Unis à La Haye.

Monsieur,

L'empressement et la franchise avec lesquels vous avez bien voulu répondre à la démarche que j'avais cru devoir faire auprès de vous, ne me permet pas de refuser l'offre pleine d'obligeance (sic) que vous me faites de continuer à servir d'intermédiaire entre la Belgique et votre Gouvernement jusqu'au moment peu éloigné, je pense, où un agent diplomatique belge pourra être accrédité auprès de Mr le Président des États-Unis.

Il me serait difficile, Monsieur, de préciser dès à présent les bases sur lesquels (sic) la Belgique serait disposée à asseoir un traité de commerce avec le gouvernement fédéral. Les éléments nécessaires pour ce travail n'ont pas encore pu être réunis. Tout ce qu'il m'est permis de dire dès à présent, c'est que la Belgique se montrera toujours empressée à souscrire à toutes les propositions calculées pour agrandir le cercle des relations commerciales qui existent déjà entre les deux pays. Rien sous ce rapport ne servira plus efficacement à atteindre ce but que l'adoption d'un système de réciprocité aussi large que possible. Ce système, il faut l'avouer, n'a point existé jusqu'ici.

Les différens objets que les Américains du nord importent en Europe, n'ont dans notre Royaume que des droits modérés à supporter et y trouvent généralement un débit fort facile, mais il n'en est pas de même des produits de notre industrie que nous pourrions fournir à la con-

somnation des États-Unis. Outre qu'ils sont grevés de droits énormes à l'entrée de ce pays, ils ne sauraient pour la plupart supporter, quant aux prix, la concurrence avec les produits anglais du même genre quoiqu'ils aient sur ceux-ci une supériorité remarquable quant à la qualité.

Les dispositions du tarif américain seraient tout à fait décourageantes si le gouvernement fédéral refusait d'adopter pour nos fers, nos clous, nos tissus de lin et de coton, nos draps, nos genièvres, etc, des modifications exceptionnelles.

Si les États-Unis n'adoucissent point la rigueur de leurs lois de douane pour la Belgique, celle-ci doit renoncer à tout commerce d'échange avec eux. Nous ne pourrions jamais balancer la somme de nos achats par les bénéfices de transit, lors même que nous donnerions à ce transit tout le développement dont il est susceptible, en devenant entre le Nord de l'Europe et les États de l'Union l'intermédiaire d'un trafic immense.

Il serait intéressant pour le gouvernement belge de connaître quelles sont à cet égard les dispositions du gouvernement fédéral. C'est ce qui me porte, Monsieur, à vous prier de vouloir bien lui faire parvenir les observations que je viens d'avoir l'honneur de vous soumettre et de me communiquer plus tard ses intentions relativement aux bases sur lesquelles il voudrait négocier un traité de commerce avec nous, et aux avantages qu'il exigerait en retour de ceux qu'il nous ferait.

Comme je crois me rappeler que des négociations ayant pour but d'amener un système de réciprocité entre le commerce des deux pays avaient été entamées avec les États-Unis sous le précédent gouvernement, je crois devoir prendre la liberté de vous prier, Monsieur, de vouloir bien, s'il est possible, me donner quelques éclaircissements sur ces négociations, dont il n'existe aucune trace en Bel-

gique, toutes les archives des Affaires Étrangères de l'ancien Royaume se trouvant à La Haye.

Je saisis avec empressement cette occasion de vous renouveler, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Étrangères
(signé) DE MUELENAERE.

A. M. A. É. Correspondance politique.
Missions Étrangères I. 1831-40.
États-Unis n° 3.

13.

19 janvier 1832.

Washington D. C.

*Edward Livingston, Secrétaire d'État à Auguste Davezac,
Chargé d'Affaires des États-Unis à la Haye.*

Sir,

I have the pleasure to inform you that your nomination as Chargé d'Affaires of U. S. to the King of Netherlands has been confirmed by the Senate, and to enclose your new commission for that office. As you will have presented your letter of credence to the Minister under the first commission and this being only a confirmation of your former appointment no new credentials will be necessary, but you will address a note to him, informing him officially of the confirmation of your former nomination.

The President has lately appointed Mr Le Garé of South Carolina, Chargé d'Affaires to the King of the Belgians. You will take occasion to communicate this circumstance to the Minister at the same time stating that it has been the uniform practice of the U. S. founded on the soundest principles of international policy, to acknowledge the existing established governments of foreign nations, without presuming to enter into the

question of rightful sovereignty, that a contrary practice would be an intervention in their domestic concerns, and assuming the office of arbiter between the pretensions of different claimants to the national power but that, in the present instance, we had waited until the acknowledgement of five of the principal powers of Europe had placed the title of Leopold on the foundation of their guaranty. Do not make this the subject of a formal note, or put it even verbally in the form of a justification for our conduct, for owing no account to any other Power, we are under no necessity of rendering any for the course we may deem it proper to pursue, but you will treat it as a friendly explanation voluntarily made to a sovereign with whom we are desirous of continuing the amicable relations which have always existed between the two countries under all the political changes which both have undergone.

The President is very desirous of having as soon as you can procure it, a correct statement of the losses sustained by the American merchants in the bombardment of Antwerp, with the circumstances, if any, which would make the government of Holland liable for the damage. This estimate and information are necessary before any other instructions can be given you on the subject.

Be extremely careful while the event is yet recent, and the evidence within your reach, to collect and record all the facts that may lead to a proper conclusion both as to the amount and the liability.

Au sujet de la question des frontières, elle est soumise au Sénat ; le Président ne s'est pas encore prononcé — mais on est d'accord pour professer une grande estime à l'égard du roi de Hollande.

N. A. D. S. Instructions to U. S. Ministers.
Vol. 13, p. 271.